

Jérusalem :

Face au droit, le coup de force

Le Président des États-Unis semble avoir parfaitement assimilé la politique israélienne du fait accompli. Il y a 70 ans Israël s'est emparé de la partie Ouest de la ville en violation du plan de partage décidé par l'ONU, et il y a 50 ans, il occupait Jérusalem-Est, pour l'annexer et ensuite « l'unifier », pour la décréter « sa capitale éternelle, une et indivisible ».

C'est faire peu de cas des accords internationaux et des résolutions de l'ONU, qui définissent la ligne d'armistice de 1949 (la « ligne verte ») comme la frontière entre l'État d'Israël et le futur État palestinien : tout ce qui est à l'Est de la ligne verte, et notamment Jérusalem-Est, est internationalement défini comme la partie palestinienne de Jérusalem, destinée à devenir la capitale du futur État de Palestine.

Mais l'État d'Israël n'a jamais respecté aucune résolution de l'ONU, et particulièrement celles concernant Jérusalem, qui est au cœur de tous les projets israéliens visant à transformer l'identité de cette terre et à en déposséder les Palestiniens. L'accroissement à marche forcée, depuis un an, des constructions dans les colonies et le récent projet de loi visant à annexer toujours plus de terres autour de Jérusalem sont là pour en apporter la preuve.

Aucune ambassade n'est installée à Jérusalem justement parce que la communauté internationale ne l'a jamais reconnue comme capitale d'Israël, tant qu'un accord n'aura pas été trouvé avec les Palestiniens. Donald Trump n'en a cure, et, contre vents et marées, entend appliquer sa promesse de campagne de déménager l'ambassade des États-Unis à Jérusalem.

Il y a 6 mois, il déclarait vouloir donner une chance à la paix. On se demande quel sens ont les mots pour cet homme-là. Et ce n'est pas un hasard si cela se produit au moment où se dessine le plan américain pour soi-disant résoudre le « conflit israélo-palestinien ». Dans un élan de générosité rarement égalé, il propose de laisser aux Palestiniens quelques enclaves isolées les unes des autres en oubliant, bien sûr, les questions de Jérusalem et des réfugiés. Ce transfert de l'ambassade a pour objet la reconnaissance de facto de l'annexion de Jérusalem et son « unification ». Ce serait un acte irréparable : bien au-delà de la colère du peuple palestinien pour qui ce serait la énième dépossession depuis 100 ans, il enflammerait le monde arabe. Les mises en garde ne se comptent plus, mais nous craignons qu'elles aient peu d'effet, tant la vraie stratégie des États-Unis et d'Israël est d'imposer par la force brute le cadre d'éventuelles négociations en écartant le statut de Jérusalem. Il faut empêcher ces deux là d'agir et imposer le droit.

Au lendemain de cette déclaration de D. Trump, la France doit prendre acte de l'effondrement de la crédibilité des États-Unis pour toute solution de paix, et réunir des pays européens autour d'elle pour rétablir le droit face à la primauté de la force.

Le premier acte de la France, dans ce sens, doit être la reconnaissance de la Palestine dans ses frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale.

RASSEMBLEMENT
Mardi 12 décembre 2017 à 18h
Métro Jean Jaurès

Collectif Solidarité Palestine 31 : AFPS, AP 31, CCFD-Terre Solidaire, Mouvement de la Paix31, Fondation Copernic31, UPT, FSU, UD CGT, Ensemble !, PCF, PG

